

FUITES

Les éléments censurés du rapport sur la mort de Nicola Calipari



Le rapport interne de l'armée des États-Unis sur la fusillade qui coûta la vie au chef de mission des services secrets italiens en Irak, Nicola Calipari, qui innocent les GI's, n'a été que partiellement publié. Cependant, les parties censurées ont été trouvées par le *Corriere della Serra*. Il apparaît que la conclusion du rapport ne repose sur aucune enquête sérieuse, mais que le document contient des révélations sur le contexte militaire. Morceaux choisis.

page 2

Double langage des partisans du « oui »

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

En France, partisans et adversaires de la Constitution européenne tentent de gagner des voix en affirmant leur souci de l'indépendance de l'Europe face aux États-Unis. Cependant, une fois franchi l'Atlantique, le ministre des Affaires étrangères, Michel Barnier, déclare dans le *Washington Post* qu'au contraire la Constitution donnera la cohésion nécessaire à l'Europe pour servir la guerre au terrorisme menée par George Bush.

page 8

REPÈRE : 11 AVRIL 1948

La France et ses « bonnes élections » algériennes

Alors que les représentants des « indigènes » demandent l'association ou l'indépendance, le statut de l'Algérie du 20 septembre 1947 maintient l'Algérie sous autorité d'un gouverneur nommé par Paris. On dénombre alors en Algérie 922 000 « Européens » et 7 860 000 « Musulmans ». En 1948, le gouverneur d'Algérie ordonne à l'administration de faire de « bonnes élections ». « Alors que le premier tour laissait pressentir une nette victoire du MTLD (Messali Hadj), une gigantesque opération de trucage dénatura totalement le scrutin du second tour. Le bourrage des urnes, l'arrestation préventive des assesseurs suspects et le quadrillage des douars par l'armée aboutissaient à "l'élection" de 41 candidats administratifs (sur 60) (...) (Ces pratiques) désespèrent les Musulmans mais gagnent l'amitié reconnaissante des Français d'Algérie. Persuadés que la ruse et la force pourraient maintenir le statu quo, ceux-ci ne firent aucune concession ». On comprend la sombre prophétie qu'aurait formulé Ferhat Abbas devant le maréchal Juin : « Il n'y a plus d'autre solution que les mitraillettes ». ■



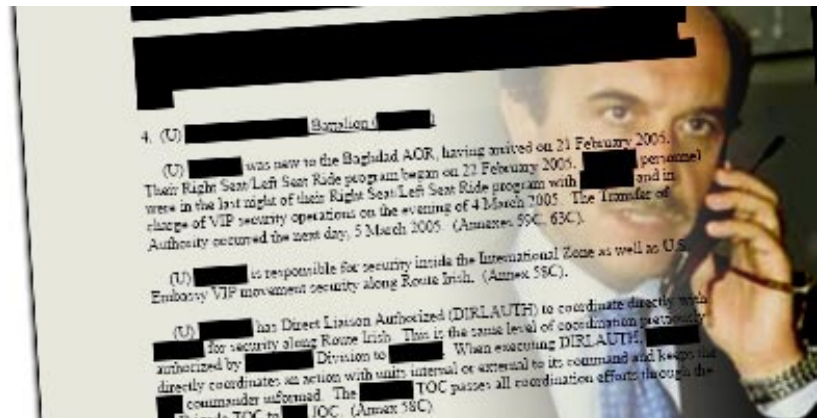
RÉHABILITATION DE LA SS AU KOSOVO

Alors que le monde célèbre le 60e anniversaire la victoire contre le fascisme, le conseil municipal de Pristina a décidé, mercredi 4 mai 2005, d'édifier un monument aux « héros de la Ligue de Prizren ». Cette organisation fasciste regroupait le régiment du Kosovo, la division SS Skanderbeg et des unités de la gendarmerie albanaise, elle commit toutes sortes d'atrocités. Elle constituait la force militaire de la Grande Albanie, artificiellement créée par le Reich. Outre l'Albanie actuelle, cet État avait absorbé le Kosovo et la Metohija, une partie du Monténégro, de la Macédoine et l'Épire grecque. Le Kosovo actuel, dont Pristina est la capitale, reste formellement une province serbe, mais depuis sa « libération » par l'OTAN, il est administré par l'ONU. La construction de ce monument fait suite à celle d'un autre à la mémoire des SS Estoniens, à Tallinn, à l'entrée d'un parti neo-nazi, le Congrès des nationalistes ukrainiens, dans le gouvernement issu de la « révolution » orange en Ukraine, et à la campagne négationniste entreprise par la présidente de Lettonie, Vaira Vike-Freiberga. Quatre initiatives publiquement soutenues par les diplomates états-uniens en poste localement. ■

Fuites

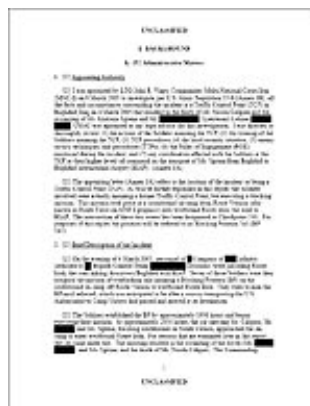
Les éléments censurés du rapport sur la mort de Nicola Calipari

Le rapport interne de l'armée des États-unis sur la fusillade qui coûta la vie au chef de mission des services secrets italiens en Irak, Nicola Calipari, qui innocente les GI's, n'a été que partiellement publié. Cependant, les parties censurées ont été trouvées par le *Corriere della Serra*. Il apparaît que la conclusion du rapport ne repose sur aucune enquête sérieuse, mais que le document contient des révélations sur le contexte militaire. Morceaux choisis.



Le 4 mars 2005, à Bagdad, les services secrets italiens encadraient la libération de Giuliana Sgrena, journaliste d'*Il Manifesto*, retenue en otage depuis 28 jours. Elle était immédiatement conduite par le chef de mission Nicola Calipari et l'agent Andrea Carpani vers l'aéroport international de Bagdad pour être évacuée. Bien que le transport ait été coordonné avec l'armée états-unienne, les deux hommes ignoraient qu'au même moment, les GI's déployaient un système temporaire de barrages afin de sécuriser le passage de l'ambassadeur états-unien John Negroponte et de son escorte.

Alors qu'elle empruntait une bretelle pour rejoindre l'autoroute menant à l'aéroport, la voiture dans laquelle se trouvaient les trois ressortissants italiens fut la cible de tirs en provenance de l'un des barrages provisoires déployés par



Rapport de l'US Army partiellement classifié (PDF, 245.1 ko)

De vifs échanges diplomatiques entre Washington et Rome ont depuis entouré les différents communiqués et rapports relatifs à l'évènement. Des accusations de journaux italiens ainsi que plusieurs témoignages, dont celui de Giuliana Sgrena elle-même, laissaient entendre que les soldats U.S. avaient délibérément ouvert le feu sur le véhicule. Les conclusions de l'état-major états-unien étaient en revanche que le véhicule n'avait pas respecté les sommations et avait franchi la ligne de sécurité à une vitesse trop élevée. Durant la semaine du 2 mai 2005, peu après la publication du rapport de l'enquête officielle diligentée par l'U.S. Army et classifié aux deux tiers, le quotidien italien *Corriere della Serra* affirmait avoir « craqué » ses passages classifiés en effectuant tout simplement un copier-coller des parties noircies vers un document texte. Moins de 48 heures plus tard, le Pentagone réagissait en regrettant cette *erreur administrative*, qui toutefois ne livrait pas selon lui d'informations à caractère « stratégique », mais simplement « tactique ».



Rapport « décrypté » par le Corriere della Serra (RTF, 115.7 ko)

Nous avons examiné la version complète de ce document, et nous nous sommes aperçus que s'il ne livrait guère d'informations plus éclairantes sur l'attaque en elle-même, il levait cependant certains mystères sur les statistiques internes du Pentagone, auxquelles seuls quelques parlementaires membres des commissions ad-hoc ont normalement accès. Ces chiffres remettent totalement en cause la soupe médiatique qui est servie quotidiennement à des millions d'auditeurs, lecteurs et téléspectateurs des grands médias favorables à l'occupation de l'Irak. De fait, ils valident non seulement les compte-rendus des combats de la Résistance irakienne [1], mais également les témoignages de déserteurs selon lesquelles les pertes subies par les troupes états-uniennes seraient beaucoup

plus élevées que ce qui est communiqué par le Pentagone. Ce faisant, ils établissent cliniquement l'ampleur de l'insurrection et montrent que la situation dans laquelle se débattent les forces états-uniennes est pire que celle qu'elles connaissent au Vietnam.

Voici donc la première partie introductive de ce document, traduite par nos soins, ainsi que certains morceaux choisis dans la longue série de données diverses qu'il renferme. On y apprend qu'aucune enquête véritable sur ce meurtre n'a jamais été possible, sachant que les lieux furent traités comme un site d'escarmouche militaire et non pas comme la scène d'un crime commis par des militaires contre des civils. La plupart des éléments de preuves furent ainsi éliminés immédiatement, dans le souci de poursuivre les opérations en cours. En outre, on constate que des données cachées au public sont utilisées auprès des parlementaires et responsables militaires pour justifier une bavure de guerre.

Morceaux choisis du rapport officiel de l'armée U. S. sur l'incident du 4 mars 2005

[2]

Aspects administratifs

Autorité mandataire

J'ai été nommé par le lieutenant-général John R. Vines, du Corps multinational d'Irak (MNC-I), le 8 mars 2005, pour enquêter, en conformité avec la réglementation militaire 15-6 (Annexe 1B), sur tous les faits et circonstances liés à l'incident survenu à un Point de contrôle de la circulation (Traffic Control Point, TCP) de Bagdad, en Irak le 4 mars 2005, lors duquel M. Nicola Calipari a trouvé la mort et Mlle Giuliana Sgrena ainsi que M. Andrea Carpani ont été blessés. Le lieutenant-colonel Richard Thelin a été nommé à mes côtés en tant que conseiller juridique pour cette enquête. Il m'a été demandé de passer intégralement en revue

(1) les actions des soldats postés au TCP

(2) l'entraînement des soldats opérant le TCP

(3) les procédures de TCP,

(4) la situation locale en termes de sécurité,

(5) les tactiques ennemies, techniques et procédures (TTPs),

(6) Les règles d'engagement (Rules of Engagement, ROE) employées durant l'incident [3],

et (7) toute coordination effectuée entre les soldats du TCP et leurs niveaux de commandement supérieurs au sujet du transport de Mlle Sgrena de Bagdad à l'aéroport international de Bagdad. (Annexe 1A).

(U) La note en Annexe 1A fait référence au lieu de l'incident comme étant un point de contrôle de la circulation (TCP). Comme il sera expliqué plus loin dans ce rapport, les soldats impliqués opéraient en fait un ancien TCP, mais exécutaient une mission de blocage. Cette mission avait lieu sur une bretelle sud de la route Vernon (également connue sous le nom de route Force sur les cartes de la MNF-I) débouchant sur la route Irish, celle menant à l'aéroport de Bagdad (BIAP). L'intersection de ces deux routes a été nommée Checkpoint 541. Dans ce rapport il sera fait référence à cette position comme Blocking

[...]

Brève description de l'incident

Le soir du 4 mars 2005, le personnel de la Compagnie A de la division d'infanterie 1-69 patrouillait sur la route Irish, celle reliant le centre ville de Bagdad à l'aéroport international. Sept de ces soldats étaient alors assignés à la mission consistant à établir et à opérer une position de blocage (BP) sur la bretelle sud partant de la route Vernon vers la route Irish vers l'ouest. Ils devaient opérer le BP jusqu'à leur relève, qui était prévue après qu'un convoi transportant l'ambassadeur U.S. au Camp Victory soit passé et arrivé à sa destination.

Les soldats ont établi le BP vers 19 h 30 et ont commencé à exécuter leur mission. Vers 20 h 50, la voiture transportant M. Calipari, M. Carpani et Mlle Sgrena, voyageant vers le sud en direction de la route Vernon, s'est approchée de la bretelle pour entrer sur la route Irish en direction de l'ouest. Pour des raisons qui sont examinées plus loin dans ce rapport, ils ont été la cible de tirs. Ces tirs ont blessé le conducteur (M. Andrea Carpani) et Mlle Sgrena, et tué M. Nicola Calipari. Le général en charge de la troisième division d'infanterie a ordonné qu'un constat et une enquête préliminaire soient effectués ce soir-là par un commandant.

Contraintes et limites

Idéalement, la scène de l'incident aurait dû être préservée intacte immédiatement après que la fusillade se soit terminée et que la voiture ait été immobilisée. Cela aurait permis aux premiers enquêteurs de prendre des mesures précises des distances et situations des objets significatifs impliqués dans l'événement. Une enquête initiale sur le site a été menée, mais un certain nombre de circonstances sur les lieux ont empêché le site d'être traité comme un site stérile. Les deux Humvees présents au point de blocage ont quitté les lieux pour transporter Mlle Sgrena à l'hôpital de campagne de la zone internationale. De plus, la scène n'a pas été classée « scène de crime », et des efforts ont été entrepris pour que la voie soit dégagée. En conséquence, le véhicule a été déplacé, selon la procédure en vigueur pour les opérations de gestion des conséquences, avant qu'une position ne puisse être obtenue à l'aide d'un système GPS de positionnement global. Selon les ordres du commandant de la 2nde Brigade de la 10^{ème} Division de chasseurs alpins, la voiture a été replacée au même endroit où l'on estimait qu'elle s'était initialement arrêtée, en se basant sur des témoignages visuels et des photographies digitales de la voiture prises avant qu'elle soit évacuée des lieux.

► *Un autre obstacle à l'enquête était l'impossibilité de reconstituer l'événement de manière à fournir des données précises servant à l'analyse balistique de la trajectoire de la balle, de la vitesse du véhicule et de la distance d'arrêt en raison des dangers inhérents au voisinage du lieu de l'incident. Cela a été mis en évidence durant une visite du site par l'équipe d'enquête conjointe lorsqu'une grenade a été lancée (de la route surplombant la route Vernon) en direction des véhicules de l'équipe, blessant un soldat, alors que ses membres montaient à bord.*

► Ces facteurs ont limité la capacité de l'équipe d'enquête criminelle à mener une analyse approfondie sur site, bien que des tests importants aient été effectués au Camp Victory. Aussi, les examens criminologiques effectués sur le véhicule n'ont pas pu être aussi déterminants qu'ils auraient dû l'être normalement.

► D'autres obstacles incluent l'évacuation et la destruction des munitions vides pour permettre le bon fonctionnement de la tourelle du véhicule de blocage. De plus, les téléphones cellulaires impliqués dans l'incident ont été retournés à M. Carpani avant qu'il ne quitte les lieux. (Annexe 4M). Plus important, si des témoignages sous serment ont été fournis par tous les membres du personnel U.S. impliqués dans l'incident, le personnel italien n'a fourni que des déclarations hors serment car ils ne sont pas forcés selon la loi italienne de jurer sous serment avant de passer devant un juge.

[...]

Situation de sécurité globale

1. Irak. De juillet 2004 à fin mars 2005, il y a eu 15 257 attaques contre les forces de la coalition dans tout l'Irak. Les États-Unis considèrent l'ensemble de l'Irak comme une zone de combat. (Annexe 8E).

2. Bagdad. Bagdad est une ville de 6 millions d'habitants et abrite de nombreux insurgés présumés, en activité à la fois dans la ville et ses alentours. Du 1er novembre 2004 au 12 mars 2005, il y a eu un total de 3 306 attaques dans la zone de Bagdad. Parmi celles-ci, 2 400 étaient dirigées contre les forces de la coalition. (Annexe 8E).

3. Route Irish. La route Irish va d'est en ouest, au sud de Bagdad. Elle fait approximativement 12 km de long et s'étend de la zone internationale au sud de Bagdad jusqu'à l'aéroport international. Cette autoroute comprend quatre voies avec une largeur de 50 mètres. (Annexes 8E, 144K).

[...]

Durant la semaine de l'incident, 166 incidents d'engins explosifs improvisés ont eu lieu, avec 131 détonations et 35 engins déminés. 82 soldats ont été atteints lors de ces incidents. (Annexe 4E).

[...]

17 véhicules piégés ont explosé durant la semaine de l'incident, et cinq d'entre eux ont été déminés. La nombre moyen de soldats atteints par détonation s'élevait à 23 en raison du nombre important de pertes lors d'une attaque à Al-Hillah.

[...]

De plus, deux jours avant l'incident, deux soldats de la même unité (1-69 IN) ont été tués par un IED au checkpoint 543. Le commandant de la compagnie A de la 1-69 IN a perdu un ami proche lors de cette attaque. (Annexes 1E, 74C).

[...]

Durant le premier mois suivant le transfert d'autorité, la 3^e division d'infanterie a essuyé 422 attaques d'insurgés causant 13 morts et 60 blessés.

[1] Voir notre numéro spécial *Janvier en Irak*, janvier 2005.

[2] Nous avons inclus sans distinction des passages autorisés à la publication et d'autres censément classifiés.

[3] Autrement dit les directives détaillant en théorie les conditions dans lesquelles les soldats du poste de contrôle sont autorisés à ouvrir le feu. NdlR.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meysan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Double langage des partisans du « oui »

Analyse

Dans le débat français, à l'occasion du référendum de ratification du projet de traité constitutionnel européen, il n'est pas rare d'entendre des partisans des deux camps affirmer que voter avec eux est un moyen de combattre George W. Bush. L'administration Bush est devenue un tel repoussoir pour les Européens qu'elle sert de contre-argument mobilisable aussi bien par les uns que par les autres. Pour les partisans du « non », soutenir ce texte, c'est offrir à Washington une Europe libérale, fondée sur le droit anglo-saxon et inféodée à l'OTAN, pour les partisans du « oui », le refuser, c'est casser l'édification d'une Europe suffisamment forte pour faire contrepoids à la puissance états-unienne. Sun un ton alarmiste, l'analyste atlantiste Dominique Moïsi dénonce la tentation française du « non » en invoquant l'équilibre des forces à Washington, dans l'*International Herald Tribune*. Si la France dit « non », alors elle favorisera les néo-conservateurs qui veulent démontrer que l'Europe est insignifiante et que la France est « le moteur de l'autodestruction » européenne. Au contraire, si elle accepte ce traité, elle favorisera les « réalistes » autour de Rice qui comptent sur l'Europe pour « démocratiser » le Proche-Orient et l'Asie. Il est douteux que les opposants à l'empire soient davantage enthousiasmés par un projet que par l'autre. Ce texte est en tout cas éclairant sur la perception qu'ont les cercles atlantistes du projet européen : l'Europe doit être unie pour assister la politique impérialiste états-unienne en poussant à ce qu'elle soit la moins brutale possible. Condoleezza Rice a remplacé Colin Powell dans le rôle du moindre mal. Non pas que Mlle Rice ait changé en passant du Conseil national de sécurité au département d'État, mais par ce que la politique des États-Unis est arrangée sur le principe du « gentil flic » (le secrétaire d'État) et des « méchants flics » (le secrétaire à la Défense, le conseiller national de sécurité et le président).

Le discours ambiguë des autorités françaises selon qu'elles s'adressent à leur population ou à l'étranger ne facilite ni la compréhension de son point de vue, ni l'analyse du traité. Ainsi, le ministre français des Affaires étrangères Michel Barnier, vend le texte aux États-Unis dans le *Washington Post*. Au cours d'une conférence de presse où il s'exprimait, entre autres, sur les négociations avec l'Iran, la situation au Darfour ou les ventes d'armes à la Chine, il s'est longuement apesanti sur la défense du traité constitutionnel. Or, pour soutenir ce traité aux yeux des États-Uniens, il annonce qu'il permettra surtout de développer la coopération européenne dans le domaine de la coopération judiciaire, de la lutte contre le terrorisme et en politique étrangère, ce qui donnera à Washington un partenaire unique lui permettant de gagner la guerre au terrorisme. Un argumentaire qui contredit totalement les propos du même Michel Barnier en France, présentant le traité comme un outil nécessaire à l'indépendance de la politique étrangère européenne.

Dans les cercles néo-conservateurs on a une tout autre image d'un possible « non » français. Dans le *Korea Herald* et le *Taipei Times*, Melvyn Krauss de la Hoover Institution affirme que les Français ne rejettent ni l'Union européenne, ni le Traité constitutionnel, ils rejettent Jacques Chirac, son soutien à l'Irak et son projet politique. Or, de cela, les États-Unis doivent se réjouir.

L'élargissement affaiblit la France en Europe et le « non » au référendum va détourner l'Allemagne de la France au profit des Britanniques, isolant Paris. Dans *Die Welt*, le philosophe allemand Jürgen Habermas renvoie dos à dos atlantistes et indépendantistes européens. Pour lui, ce clivage, qui a conduit Donald Rumsfeld à parler de vieille et nouvelle Europe, est le symptôme d'un manque de confiance entre populations membres et, plus profondément, d'une absence d'identité collective. Sur un ton apodictique, le philosophe poursuit en posant un axiome : pour former un peuple, les Européens doivent d'abord assumer leur double héritage, celui de leur histoire chrétienne et celui de la neutralité des institutions politiques. Un point de vue qu'il déclare partager avec Benoît XVI.

Recep Tayyip Erdogan s'est rendu en début de semaine en Israël et a proposé une médiation turque entre Israéliens et Palestiniens. Cette visite intervient alors que la Turquie s'éloigne d'Israël pour se rapprocher des pays arabes, au grand dam de Washington. L'axe Washington-Ankara-Tel-Aviv a été grandement affaibli par la politique de l'administration Bush dans la région qui a suscité une forte opposition chez les Turcs. Le soutien de plusieurs dirigeants israéliens à un État kurde indépendant en Irak n'a pas amélioré les choses. Soner Cagaptay du Washington Institute for Near East Policy et Asaf Romirowsky du Middle East Forum tentent de rassurer les lecteurs du *Jerusalem Post* sur l'état de cette relation. Ignorant tous les désaccords politiques entre Ankara et Tel-Aviv, les deux auteurs préfèrent invoquer une douteuse communauté de destin entre les deux pays pour appeler au rapprochement israélo-turc.

Le même artifice avait déjà été utilisé concernant la Russie, l'histoire commune ou le parallélisme de ces histoires devraient suffire à masquer des désaccords politiques profonds. Les liens entre la Russie et Israël seraient également la résultante d'une lutte commune contre le terrorisme islamiste. Or, la question de la guerre au terrorisme n'est plus du tout abordée par la Russie qui a abandonné cette rhétorique. Dans une interview accordée au journal gouvernemental égyptien *Al-Ahram*, le président russe, Vladimir V. Poutine,

loue au contraire les Arabes pour avoir compris que la Russie n'était pas anti-musulmane comme on essaye trop souvent de le faire croire. Il affirme que le Kremlin cherche actuellement une solution pacifique en Tchétchénie et rappelle que le vote de la constitution tchétchène qui doit servir à la pacification de la région a été validé par l'Organisation de la conférence islamique et la Ligue arabe. Par ailleurs, il estime que la Russie et les pays arabes ont à souffrir des mêmes problèmes : leur développement et leur démocratisation sont contrariés par des influences étrangères qui instrumentalisent l'aspiration démocratique au lieu d'aider à y répondre.

Pour comprendre ce qui va se passer en Palestine au moment où le gouvernement Sharon va redéployer Tsahal en évacuant Gaza, *Vremya Novostyey* a interrogé deux personnalités impliquées dans le processus, un Palestinien et un Israélien.

Pour le secrétaire général de l'Autorité palestinienne, Taïeb Abdel-Rahim, l'application de la feuille de route dépend du maintien du Quartet. Or, Condoleezza Rice remet en cause la présence russe. Quoi qu'il en soit, les Palestiniens attendent beaucoup de Moscou, qui fait un retour remarqué dans la région, à la fois pour veiller à l'application des engagements internationaux de soutien à la Palestine, et pour armer les forces de sécurité.

De son côté, le patron des services israéliens de contre-espionnage, Ilan Zohar, souligne qu'il ne faut pas minimiser le risque que des extrémistes juifs font courir au processus actuel. Tel Aviv ne cherche pas d'échappatoire en évoquant de possibles actions violentes intérieures, les organisations juives extrémistes sont une réalité.

Réseau Voltaire

Dominique Moïsi

Dominique Moïsi est conseiller spécial de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI) est un membre européen de la Commission Trilatérale.

« Pourquoi le vote français compte pour Washington »

Source : International Herald Tribune (France)

Référence : « Why the French vote matters to Washington », par Dominique Moïsi, *International Herald Tribune*, 4 mai 2005.

Washington attend le résultat du vote français du 29 mai avec bien plus d'intérêt et de préoccupation que beaucoup en France ne le croient. Cette question est devenue primordiale d'une part avec l'annonce d'une possible victoire du « non » et, d'autre part en raison de la division fondamentale au cœur de l'administration Bush entre néo-conservateurs et réalistes.

Le « non » est espéré et attendu avec impatience par les néo-conservateurs qui espèrent prouver ainsi que l'Europe est négligeable et que la France est le moteur de son autodestruction. Pour les réalistes, autour de **Condoleezza Rice**, le « non » serait mal perçu au moment où ils souhaitent un rapprochement avec

l'Europe et sa participation à la démocratisation du Proche-Orient. L'Union européenne va-t-elle succomber au nihilisme au moment précis où on voit des signes d'ouverture de la part de Washington. Cet aspect transatlantique du référendum français n'est qu'un aspect d'une bien plus grande réalité. Si la France dit « non » le 29 mai, l'Europe sera affaiblie dans le monde et la France en Europe.

Comment réagiront les pays qui voient dans l'Union européenne le modèle de leur propre intégration régionale ? Un « non » nuirait à la crédibilité internationale de l'Europe et de l'euro. En outre, un « non » français, après un « oui » allemand, causerait un divorce franco-allemand dommageable pour l'Union européenne. Dans le monde globalisé où l'histoire s'écrit devant nous en Asie et au Proche-Orient, la France peut-elle s'offrir le luxe d'une crise ? La France risque de se suicider le 29 mai.

Michel Barnier



Ancien commissaire européen français chargé de la politique régionale et ancien président du groupe défense de la Convention européenne, Michel Barnier est ministre français des Affaires étrangères.

« Vous ne pouvez pas gagner les guerres seuls »

Source : Washington Post (États-Unis)

Référence : « 'You Can't Win Wars Alone' », par Michel Barnier, *Washington Post*, 4 mai 2005. Ce texte est adapté d'extraits d'une conférence de presse.

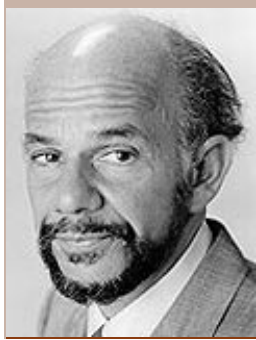
Nous négocions actuellement avec l'Iran, mais nos yeux sont grand ouverts. C'est une négociation difficile, mais nous sommes convaincus que l'option politique et diplomatique est la meilleure. Notre principal but est d'obtenir des garanties que le programme nucléaire iranien sera exclusivement civil. Pour l'instant nous ne les avons pas encore, mais nous avançons.

Je ne crois pas que le « non » à la constitution l'emportera en France. Il va falloir obtenir 25 ratifications sans quoi il n'y aura pas de constitution, il s'agit donc d'une d'un processus délicat. Nous allons progresser en termes de coopération judiciaire, de lutte contre le terrorisme, de politique étrangère et de recherche où nous avons besoin de nouvelles règles. Il n'y a pas d'alternative à ce texte. Il y a eu deux principes de base en Europe les derniers 50 ans : une grande zone de libre-échange et la formation d'une entité politique pouvant compter sur la scène internationale. nous voulons avoir le même poids que les États-Unis ou la Chine. Il est dans l'intérêt des États-Unis d'avoir des partenaires car vous ne pouvez pas gagner la paix seuls. La guerre au terrorisme ne peut être remportée que par un travail commun.

Concernant le Darfour, nous sommes prêts à aider l'Union africaine, mais nous ne savons pas encore si ce sera via l'Union européenne ou l'OTAN. Nous verrons quelle est la meilleure option.

Au sujet des ventes d'arme à la Chine, nous savons qu'il s'agit d'un sujet sensible pour vous. Nous serons attentifs à ce que les échanges soient contrôlés. Ce que nous voulions, c'était mettre fin à un anachronisme.

Melvyn Krauss



Melvyn Krauss est chercheur à la Hoover Institution.

« La France dit "non" à Chirac, pas à l'Europe »

Source : Taipei Times (Taiwan)
 , Korea Herald (Corée du Sud)
 Référence : « France says 'No' to Chirac, not to Europe », par Melvyn Krauss, *Korea Herald*, 3 mai 2005.
 « No to Chirac, Yes to Europe », *Taipei Times*, 3 mai 2005.

Voter « non » à la constitution européenne pour la France ne signifierait pas dire « non » à l'Europe, mais dire « non » à **Jacques Chirac**. Or, tout ce qui affaiblit Chirac est une bonne nouvelle pour l'Europe et l'intégration européenne. Ceux qui veulent une Europe plus intégrée devraient se réjouir. Avant même le référendum de Mai, il y a des indicateurs démontrant que la capacité de la France à modeler l'Union européenne s'affaiblit. Récemment, le président roumain, **Traian Basescu** a signé le traité d'adhésion de son pays à l'Union européenne. Toutefois, auparavant, **Michel Barnier**, lui avait reproché de ne pas avoir le « réflexe européen » car le président roumain veut un partenariat privilégié avec le Royaume-Uni et les États-Unis. La Roumanie n'a pas écouté la France. Les Pays-Bas pourraient aussi rejeter le traité car ils ne veulent plus de l'Europe franco-allemande. Les Français ne rejettent pas l'Europe, ils rejettent le projet français. Le « non » français va saper le couple franco-allemand. Si **Tony Blair** gagne les prochaines élections britanniques et que le « non » l'emporte en France, on verra alors une alliance germano-anglo-saxonne et ce serait un progrès.

Jürgen Habermas



Philosophe et sociologue allemand, Jürgen Habermas est directeur du Max-Planck-Institut. Tout comme Marx, il s'intéresse à la tendance du capitalisme à s'orienter vers la crise, il est le théoricien du Patriotisme constitutionnel, patriotisme

« L'Europe est aujourd'hui dans un état misérable »

Source : Die Welt (Allemagne)
 Référence : « Europa ist heute in einem miserablen Zustand », par Jürgen Habermas, *Die Welt*, 4 mai 2005.
 Ce texte est adapté d'une interview.

D'après moi, les conséquences douteuses de l'invasion de l'Irak, qui est contraire aux droits des peuples, ont fait réfléchir les anciens partisans de la guerre eux-mêmes. Bien sûr, j'espère qu'un début de régime libéral va être institué, mais les points positifs ne sont pas suffisants pour l'instant. Si nous mettons de côté le droit des peuples, alors nous devons au moins avoir des scrupules moraux en tant qu'intellectuels et nous demander si le cas de l'Irak doit faire jurisprudence. Pourquoi l'Irak et pas l'Ouzbékistan, un pays qui au contraire fait partie de la Coalition ?

Il n'y a aucun pays de l'Union européenne dont une majorité de la population ait soutenu cette guerre à aucun moment que ce soit. On a assisté aux plus grandes manifestations depuis 1945, sans effet sur les démocrates. La brouille entre les dirigeants, non entre les peuples d'Europe, est calmée, mais elle a laissé dans l'ensemble de l'Europe un climat de gueule de bois. Je pense que le comportement du gouvernement berlinois envers la Chine et la Russie peut être qualifié d'opportunisme économique. Cette politique est critiquée par les libéraux de gauche en Allemagne comme en Pologne. Il est bon que le débat se focalise sur les mêmes thèmes pour tous les membres de l'Union.

L'Europe est dans un état misérable, le fait que **Rumsfeld** puisse parler d'une « vieille » et d'une « nouvelle » Europe nous a fait prendre conscience de ce que nous appréhendons tous le présent politique à travers les perspectives réduites et quelquefois déformées de nos expériences et traumatismes historiques nationaux. Les mythes sont un filet de sécurité en cas de peur et de perte du jugement.

Il ne s'agit pas de savoir si un patriotisme européen est possible, mais d'établir une confiance entre les membres d'une communauté. Pour certains, l'OTAN est plus crédible que l'UE. Pour d'autres, l'État providence européen est plus digne de confiance que le libéralisme hégémonique qui établit le marché et les élections libres, si besoin par la force militaire.

Les Européens ont du mal à se construire une vision de l'histoire commune. Chaque nation doit affronter sa propre histoire, pour qu'après un échange de perspectives l'histoire européenne se dessine. Dans cet horizon, les expulsions et les migrations forcées, le génocide arménien, les bombardements de civils dans les villes allemandes, tous ces événements historiques pour lesquels la Cour pénale de La Haye est compétente, doivent être examinés.

L'Église catholique a fait la paix avec le « libéralisme » depuis Vatican II. C'est pour cela que sur la question des « fondements pré-politiques de la démocratie » il n'y a pas de grosse différence entre Ratzinger et moi. L'Union a cependant un devoir de neutralité envers le nombre grandissant de citoyens séculiers ou non-chrétiens. Le souci d'impartialité envers les communautés religieuses n'a pas encore imposé de politique cléricale laïque, celle-là même qui est critiquée en France. Aujourd'hui selon le dogme néo-libéral, le politique se retire de secteurs vitaux comme l'éducation, l'énergie, la culture et abandonne les perdants de la modernisation à leur sort. Cette tendance à assécher toutes les normes de la sensibilité morale, en soumettant tous les domaines de la vie aux impératifs économiques, modifie aussi la constellation politique entre Lumières et religion. Il est possible que la christianisation de l'Europe se poursuive au même rythme, mais il y a des explications sociologiques conventionnelles à cela, indépendamment du nouveau pape. La référence à saint Benoît de Nursie associée au choix du nom Benoît II peut laisser croire que ce pape envisage déjà que les Chrétiens vont devenir minoritaires et qu'il veut préparer l'Église à résister dans cette situation.

Soner Cagaptay, Asaf Romirowsky



Soner Cagaptay est coordinateur du Turkish Research Program du Washington Institute for Near East Policy.

Asaf Romirowsky est ancien officier de liaison international dans l'armée israélienne et ancien officier de liaison réserviste avec la Jordanie. Il est chercheur au Middle East Forum de Daniel Pipes.

« Ce qui lie Ankara et Jérusalem »

Source : Jerusalem Post (Israël)

Référence : « What binds Ankara and Jerusalem », par Soner Cagaptay et Asaf Romirowsky, *Jerusalem Post*, 2 mai 2005.

Israël est petit, juif et post-industriel, tandis que la Turquie est grande, musulmane et industrielle. Pourtant, les deux pays ont beaucoup en commun. Leurs populations ont des origines ethniques proches et la religion est le pivot de leur identité nationale. Dans les deux sociétés, les persécutions religieuses ont rassemblé des populations différentes. Les juifs se sont rassemblés en Israël pour combattre le mandat britannique, puis pour survivre contre les Arabes palestiniens. En Turquie, la moitié de la population descend de personnes ayant fui les persécutions religieuses d'Europe qui se sont rassemblées dans une identité islamo-turque. Elles ont par la suite rejoint Mustafa Kemal contre l'occupation étrangère de leur pays. Dans les deux pays, le rôle de la religion est tempérée par une tradition séculière.

Les sociétés des deux pays sont également marquées par de fortes divisions internes. Israël se divise entre population séfarade et ashkénaze et les Turcs sont séparés entre Anatoliens et immigrants musulmans. Les deux pays ont une relation complexe à l'Europe et voient des tensions entre sécularisme et religion.

Dans une région si fragmentée, il est intéressant de se découvrir tant de points communs.

Vladimir V. Poutine



Vladimir V. Poutine est président de la fédération de Russie.

« Renouer des liens anciens »

Source : Al-Ahram (Égypte)

Référence : « Renewing old ties », par Vladimir Poutine, *Al Ahram*, 28 avril-4 mai 2005.

Ce texte est adapté d'une interview réalisée par Ibrahim Nafie.

Je n'avais pas encore visité de pays arabe. Moi et mes collègues voulions développer des liens directs avec ces pays et j'ai commencé ma visite par l'Égypte à l'invitation du président Moubarak avec qui j'ai développé une relation forte. La Russie a toujours eu des liens étroits avec les pays arabes, parfois avec des hauts et des bas, mais toujours chaleureux et cordiaux. Plus de 300 millions de personnes vivent dans le monde arabe et il est clair que les problèmes du monde contemporain ne peuvent être résolus sans les prendre en compte. La première priorité de notre politique vis-à-vis des Arabes est de développer un climat de stabilité qui permettrait de mettre fin aux conflits régionaux et de développer les liens économiques. Aujourd'hui, la Russie

connaît une croissance forte. Notre problème réside dans les conséquences de la détérioration des services étatiques que nous sommes en train de remettre en place.

Nous ne cessons de développer nos relations commerciales avec l'Égypte. Sans démocratie, la Russie n'a pas d'avenir et nous travaillons donc à la démocratisation de la société russe en nous nourrissant des analyses et critiques des autres. Toutefois, nous n'acceptons pas ceux qui utilisent les slogans de la démocratisation pour interférer dans les affaires russes.

Les pays musulmans ont condamné la prise d'otage de Beslan et nous leur sommes reconnaissants d'avoir compris la vraie nature de la situation dans le pays, en Tchétchénie comme dans le reste de la Russie. Peu savent que des douzaines de mosquées ont été construites en Russie ces dernières années. Peu de gens tiennent compte de nos appels en faveur de la stabilité en Tchétchénie, de nos propositions d'amnistie pour tout ceux qui ne veulent pas imposer leurs idées par la force. Nous dialoguons avec les Tchétchènes et ils ont accepté une constitution dont le principe de base est l'appartenance à la Fédération de Russie tout en bénéficiant d'une forte autonomie. Les États membres de l'Organisation de la conférence islamique et de la Ligue arabe ont reconnu la validité de ce scrutin.

La Russie et les États-Unis se sont opposés sur l'Irak, mais ils ont des partenaires naturels sur les questions de stabilité internationale, de non-prolifération des armes de destruction massive, de combat contre le terrorisme. Nous avons avancé sur ce sujets avec George W. Bush et nous n'avions pas envie de revenir en arrière. Nous nous sommes opposés à la guerre d'Irak et nous voyons que nous avons eu raison. La situation dans ce pays ne s'améliorera pas si le nouveau gouvernement ne discute pas avec tous les Irakiens.

Nous estimons qu'il n'est pas possible de construire un système démocratique sans respect pour la loi. De même, on ne peut pas construire un ordre international démocratique sans respecter la loi internationale. Toutefois, aujourd'hui, il faut réformer l'ONU pour éviter que cette organisation ne connaisse le sort de la SDN.

Actuellement, nous travaillons avec l'Iran sur la question nucléaire. Nous pensons que la confrontation n'est pas une solution, mais nous sommes opposés à la prolifération nucléaire. Nous avons passé avec l'Iran une série d'accords allant dans ce sens.

La Russie participe à la résolution du conflit israélo-palestinien via sa participation au Quartet, mais elle n'entend pas remplacer les parties en présence. Nous avons de bons rapports avec Israël et nous soutenons la création d'un État palestinien viable. Je pense que Mahmoud Abbas fait tout pour que la paix revienne et l'Égypte a un rôle à jouer.

Taïeb Abdel-Rahim



Taïeb Abdel-Rahim est secrétaire général de l'Autorité palestinienne.

« Israël a autorisé uniquement la fourniture d'hélicoptères à la Palestine »

Source : Vremya Novostyey (Fédération de Russie)

Référence : « _____ », par

Taïeb Abdel-Rahim, *Vremya Novostyey*, 4 mai 2005.

Ce texte est adapté d'une interview.

La chaîne de télévision américaine CNN a qualifié le rôle de la Russie au sein du Quartet de négociation de « formel ». Si c'était le cas, je ne vois pas pourquoi les États-Unis en feraient partie. Quand les États-Uniens parlent de mettre en œuvre la « feuille de route », ils répètent que ce plan doit être effectué par le Quartet, à la tête duquel **James D. Wolfensohn** vient d'être nommé. Le nom de quartet signifie bien que la résolution du conflit doit être trouvée par les 4 membres, la Russie, les USA, l'UE et l'ONU. L'influence de la Russie est grandissante, elle est presque sortie de la crise économique et nous comptons beaucoup sur elle. Nous soutenons cette idée de sommet sur le Proche-Orient, ce serait une bonne chose, bien que les Israéliens soient contre, c'est leur position traditionnelle. Ils étaient contre la conférence de Londres de mars 2005. Ils ont peur que la communauté internationale les oblige à remplir leurs obligations vis-à-vis des Palestiniens.

Les Israéliens prévoient d'évacuer le secteur de Gaza. Il est important pour nous que ce ne soit qu'un premier pas vers la réalisation de la « feuille de route ». Nous allons discuter le 8 mars à Moscou de l'aide matérielle qui nous a été promise à Londres. **Sharon** a essayé de nous écarter du processus, mais tout est revenu dans l'ordre. Les partenaires nous ont promis plus d'un milliard de dollars, mais le mécanisme d'attribution n'est pas défini. Pour l'instant **Wolfensohn** n'a même pas de bureau dans la région, c'est pourtant indispensable, à Ramallah ou à Jérusalem-Est. Je ne suis pas sûr qu'il soit autorisé à ouvrir un bureau à Gaza, les États-Unis eux-mêmes n'autorisent pas leurs diplomates à y vivre depuis que trois d'entre eux aient été tués il y a deux ans.

La Russie n'apporte pas d'argent, mais elle aide par d'autres moyens. Elle instruit nos cadres, dont ceux des services spéciaux. Nous attendons aussi des voitures blindées pour notre police et des hélicoptères pour le président. **Yasser Arafat** avait deux hélicoptères russes et un équipage russe. Ils ont été détruits par des missiles israéliens au début de l'Intifada. Les Israéliens ne nous ont pas communiqué officiellement d'interdiction concernant les voitures blindées, ils le peuvent, mais ce serait étrange car un pouvoir palestinien fort est dans leur intérêt.

Ilan Zohar

Ilan Zohar est un des dirigeants du Shin Bet, le contre-espionnage israélien.

« Les mouvements extrémistes juifs clandestins ne sont pas un mythe »

Source : Vremya Novostyey (Fédération de Russie)

Référence : « _____ - _____ », par Ilan Zohar, *Vremya Novostyey*, 4 mai 2005.

Ce texte est adapté d'une interview.

Bien que l'ampleur de leurs actions ne soient rien à côté de celles du Hamas ou du « Jihad Islamique », l'existence d'organisations extrémistes en Israël n'est pas un mythe et il ne faut pas sous-estimer ce danger, d'autant plus que l'on a déjà enregistré des cas de tirs non-motivés sur des Palestiniens par des radicaux juifs. Le Mont du Temple est la pomme de discorde entre juifs et musulmans. Notre agence a infiltré tous les groupes extrémistes connus et un attentat en ce lieu est presque exclu. Il y a peu de temps, Amnon Danker, le rédacteur en chef du journal israélien *Maariv* a affirmé : « on trouve des anciens commandos et des experts en explosifs dans les groupuscules juifs dits clandestins ». Les professionnels, nous les connaissons par leur nom, c'est au cas par cas. C'est plus difficile avec les dilettantes exaltés, par exemple le groupe « Naarei ha-givot » (Jeunesse des collines). Il s'agit d'un millier d'habitants de Judée Samarie, de Gaza qui sont très agressifs. De jeunes membres de sociétés ultra-religieuses, qui ont fui leurs familles à cause de la drogue se retrouvent aux avant-postes, dans les zones qui vont être transférées aux Palestiniens. Ils parlent de leurs voisins arabes comme d'envahisseurs, ils considèrent nos militaires comme des étrangers et pour eux les membres du Shabak sont pires que les Palestiniens. Ils peuvent très bien se décider à assassiner **Sharon**. La colère est dirigée contre lui car les autres ministres ne décident pas de la politique du gouvernement. Leur départ ne changera rien. Le but des extrémistes est d'envenimer la situation politique le plus possible. C'est leur seul moyen d'empêcher la réconciliation israélo-palestinienne. La plupart des colons acceptent de partir car ils touchent de fortes compensations. L'armée et les services spéciaux sont parés pour une situation de force majeure. Des éléments incontrôlés ont déjà essayé d'agir. Nous savons que certains mettent des armes de côté et des explosifs. Beaucoup sont en prison et nous allons entreprendre des mesures prophylactiques comme des arrestations à domicile.